

Sommaire

SUR LE TERRAIN

Les propositions du ROPPA pour la politique agricole de l'UEMOA	4
Déprime sur le café de Colombie	6
Une laitière des temps modernes	7
Professionalisation de l'élevage au Burkina Faso	8

NORD-SUD, LE POINT...

OMC : pour comprendre les négociations en cours	10
Commerce et sécurité alimentaire	14

INTER-RÉSEAUX

Un nouveau groupe de travail sur les formations rurales	16
Redémarrage du groupe Financement des exploitations rurales	18
Un Forum sur l'usage des NTIC par les OP	19

DÉBAT SUR LES FILIÈRES COTON

Points de vue :

Des producteurs auxiliaires des sociétés cotonnières	20
Mali : une crise réglée en apparence	24
L'observatoire coton	25

Réactions au débat

BOÎTE AUX LETTRES	30
ZOOM	31
PUBLICATIONS	32

Photo de couverture : CIRIC

Rendre compte de ce qui bouge...

Ici, l'Union économique et monétaire Ouest africaine (UEMOA) planche avec ses experts sur les contours de la future politique agricole régionale qui sera appliquée à ses pays membres. Bien qu'il n'ait pas été convié à la réflexion, le Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest (ROPPA), légitimé par le poids des milliers de ruraux qu'il représente dans une dizaine de pays de la sous-région, a tenu à éclairer l'UEMOA sur les contraintes des familles rurales africaines.

Alors qu'ils constituent la grande majorité des actifs de l'agriculture, leurs positions ne sont pas toujours prises en compte par des décideurs politiques plus prompts à suivre leurs partenaires extérieurs. Le ROPPA a estimé qu'il était de sa responsabilité de faire des propositions pour l'élaboration de cette politique agricole auxquels les paysans auront à se soumettre. Espérons que les experts et les politiques comprendront enfin que les choses sont en train de bouger et que le monde rural ne peut plus continuer à être tenu à l'écart du choix des orientations qui le concernent.

Là-bas au Qatar, les puissances industrielles retranchées en plein désert pour éviter les vagues de la contestation, décident, pour la planète, des règles qui seront imposées au commerce mondial. Certes sur le principe, toutes les voix sont égales à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), mais en réalité l'impact des pays du Sud sur les décisions retenues est quasi-nul. Au pont qu'ils se retrouvent contraints de s'adapter à des accords présentés comme dopeurs de croissance, mais dont les effets sont dramatiques pour leurs économies.

Les pays en développement, appuyés par des ONG de la société civile internationale, ont affirmé cette fois ne plus vouloir subir le rouleau compresseur des poids lourds de l'économie mondiale. Mais en retour, peu d'échos des pays riches surtout soucieux du profit de leurs entreprises.

Initiatives locales ou actions d'envergure, Grain de sel continuera à s'attacher à mettre en lumière toutes ces tentatives des populations et des ruraux du Sud pour faire évoluer des pratiques qui leur sont le plus souvent défavorables. Les enjeux sont importants, car ils détiennent les clés de l'alimentation humaine et de la sécurité alimentaire de leurs Etats, tout comme ils sont des acteurs essentiels à la préservation de la biodiversité et de l'environnement. Autant de raisons pour lesquelles leurs velléités d'action, d'organisation et de revendications sont très contrôlées.

Cependant malgré leurs difficultés, la pauvreté, le manque de financement pour développer leur outil de travail, la mévente de leurs produits sur le marché mondial, ils ne sont pas prêts à céder le peu qu'ils ont acquis dans la quête d'une reconnaissance en tant que partenaires de leur développement. Les tensions sur les filières cotonnières l'illustrent bien et vos nombreuses contributions sur ce sujet indiquent que ce débat n'est pas prêt d'être clos dans nos colonnes.

Sylvia Serbin
responsable de la rédaction